

# LORETTE Productions

Groupe ISF Cinéma

Société Anonyme au capital de 695 355 €  
Siège social : 15 rue de Douai 75009 Paris  
512 855 347 RCS PARIS

Tél. : + 33 (0)1 48 78 21 16

Email : [contact@loretteproductions.com](mailto:contact@loretteproductions.com)

Site : [www.loretteproductions.com](http://www.loretteproductions.com)

## NOTICE D'INFORMATION

### CARACTÉRISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ ET DE L'ÉMISSION DE BSA

#### Dénomination

LORETTE Productions

#### Forme juridique

Société Anonyme à Conseil d'Administration

#### Autorisation d'émission

Autorisation délivrée par l'assemblée générale des actionnaires du 5 février 2010 au conseil d'administration d'émettre un maximum de 2.500.000 BSA, par offre au public de titres, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des personnes physiques assujetties à l'ISF pour l'année 2010.

#### Décision d'émission

Emission gratuite de 2.500.000 BSA donnant chacun droit à l'attribution d'une action de capital de la Société au prix de 1,05 euro chacune, prime d'émission comprise, décidée par le conseil d'administration du 5 février 2010.

#### Fiscalité

Réduction d'ISF dans la limite annuelle globale de 50.000€, égale à 75% du montant des versements effectués hors prime d'émission au titre de souscriptions directes au capital de la société LORETTE Productions. Compte tenu de la prime d'émission de 0,05 euro et du montant investi par action dans la société LORETTE Productions (1 euro), le taux de réduction d'ISF applicable à cet investissement est de 71,43% du montant souscrit dans la limite du plafond de 50.000 euros.

#### Date limite de commercialisation

3 juin 2010

#### Prix de souscription

- Les BSA sont souscrits gratuitement
- Chaque BSA souscrit donne droit à l'attribution d'une [1] action de capital de la Société au prix de 1,05 euro soit 1 euro de valeur nominale et 0,05 euro de prime d'émission
- Les actions doivent être libérées entièrement lors de la souscription

#### Commissaire aux comptes titulaire

PricewaterhouseCoopers Audit  
63 rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine

*Toute décision d'investir dans les titres qui font l'objet de l'opération doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus.*

#### AVERTISSEMENT :

**Lorsque vous investissez dans la société LORETTE Productions (ci-après la "Société"), vous devez tenir compte des éléments suivants :**

L'Autorité des Marchés Financiers a opposé le visa n° 10-052 en date du 17 mars 2010 sur un prospectus (ci-après le "Prospectus") présentant cette opération (ci-après l'"Emission de BSA"), laquelle interviendra pour un montant maximum de 2.625.000 euros, prime d'émission comprise.

Le Prospectus est disponible sans frais au siège de la société LORETTE Productions – 15 rue de Douai, 75009 Paris et sur le site internet [www.loretteproductions.com](http://www.loretteproductions.com) ainsi que sur le site de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)). Vous êtes invité à lire la rubrique « facteurs de risques » du Prospectus que vous trouverez à la section 6.

- Cette opération d'offre au public de titres est réservée aux personnes physiques redevables de l'impôt de solidarité sur la fortune en France.
- Pour bénéficier définitivement de l'avantage fiscal, vous devrez conserver les actions que vous souscrivez jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle de la souscription, soit au minimum jusqu'au 31 décembre 2015.
- En conséquence, toute cession avant le délai de conservation fiscal est fortement déconseillée. Par ailleurs, nous attirons votre attention sur le fait qu'en cas de cession de vos actions à un tiers et indépendamment de toutes éventuelles conséquences fiscales, le prix de cession peut être inférieur à la dernière valeur liquidative connue.
- Dans ces conditions, le rachat de vos actions par la Société n'interviendra pas avant le 31 décembre 2015 et sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires dans le cadre d'une réduction de capital suite à la cession d'actifs de la Société ; le rachat de vos actions peut donc ne pas être immédiat ou s'opérer à un prix inférieur à la dernière valeur liquidative connue.

## 1 INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR

LORETTE Productions (la «Société») est une société anonyme constituée pour une durée de quatre-vingt dix neuf [99] ans et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés du tribunal de commerce de Paris sous le numéro 512 855 347.

Le siège social de la Société est situé 15, rue de Douai, 75009 Paris.

La Société est une Société Anonyme à Conseil d'Administration composé de :

- ✦ Monsieur **Christophe BICHOT**, Président Directeur Général,
- ✦ Monsieur **Dominique BOUTONNAT**, Administrateur,
- ✦ Monsieur **Arnaud BERTRAND**, Administrateur,
- ✦ Monsieur **Alexandre FARAUT**, Administrateur.

Le capital social de la Société s'élève à 695.355 euros divisé en 695.355 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 euro.

La Société a pour objet principal, tant en France qu'à l'étranger, la production de films long métrage.

La Société satisfait aux conditions définies par l'article 885-O V bis du Code Général des Impôts.

Le régime de réduction ISF subordonné au respect de la réglementation de minimis est d'application subsidiaire au regard de celui autorisé par la Commission européenne.

L'investissement en capital autorisé dans chaque PME ne doit pas excéder le plafond fixé à 2,5 millions d'euros par période de 12 mois.

### Données financières historiques au 31 décembre 2009 :

Bilan simplifié de la Société au 31 décembre 2009 en euros (données extraites des comptes sociaux audités).

BILAN SIMPLIFIÉ	
en euros	31.12.2009
Immobilisations incorporelles nettes	283 333
Autres créances	8 610
Valeurs mobilières de placement	393 233
Disponibilités	10 099
<b>ACTIF</b>	<b>695 275</b>
en euros	31.12.2009
Capital	695 355
Réserves contractuelles	49 546
Résultat de l'exercice	(63 970)
<b>Capitaux propres</b>	<b>680 931</b>
Emprunts et dettes financières	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 904
Dettes fiscales et sociales	2 440
<b>PASSIF</b>	<b>695 275</b>

## Principaux investissements réalisés depuis la constitution de la Société :

A la date du visa du présent prospectus, la Société a investi, à hauteur de 300.000 €, dans la production du film « Cinéman » réalisé par Monsieur Yann Moix, qui est sorti en salle le 28 octobre 2009.

La Société contribue également développement de la réécriture d'un scénario original intitulé « Cœur de Cristal » dont Monsieur Sam Aziza est l'auteur, en vue de la réalisation et de l'exploitation d'un film cinématographique de long métrage éponyme.

## 2 INFORMATIONS CONCERNANT L'OPÉRATION

L'opération consiste à augmenter le capital de la société LORETTE Productions afin d'assurer le financement de ses investissements dans des projets de films de cinéma.

La souscription à cette augmentation de capital est proposée à des contribuables français assujettis à l'Impôt de Solidarité sur la Fortune. En application de l'article 885-O V bis du Code général des impôts, les contribuables peuvent imputer sur leur cotisation 2010 d'ISF 75% du montant des versements effectués au titre de la souscription dans la limite annuelle globale de 50.000 euros sous réserve que les titres reçus en contrepartie soient conservés jusqu'au 31 décembre de la cinquième année suivant celle de la souscription.

L'investisseur ne bénéficiera de la réduction fiscale de 75% qu'à hauteur des sommes investies dans la Société soit le montant de la valeur nominale de l'action.

En conséquence, l'avantage fiscal pour l'investisseur est de 75% / 105% soit 71,43%.

L'opération porte sur l'émission de 2.500.000 bons de souscription d'actions (BSA) représentatifs d'un montant potentiel de 2.625.000 euros (prime d'émission comprise), décidé par le conseil d'administration de la Société le 5 février 2010 suivant autorisation de l'assemblée générale extraordinaire du même jour.

## 3 FRAIS SUPPORTÉS PAR LA SOCIÉTÉ

Les frais supportés par la Société dans le cadre de la présente opération seront les frais de placement de la Société qui seront imputés sur la prime de 5% liée à l'émission d'actions nouvelles et qui viendront en rémunération de l'activité de l'agent placeur.

La Société ne verse aucun autre frais à ses apparentés et, par ailleurs, il n'y a pas de frais complémentaires liés à la commercialisation des BSA de la Société.

La rémunération globale du Président Directeur Général restera non substantielle au regard du chiffre d'affaires et du résultat de la Société.

#### 4 PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUES

Les principaux facteurs de risques sont les suivants :

- le risque de perte en capital : ce risque inhérent à tout investissement en capital peut conduire à la perte de tout ou partie de l'investissement initial notamment dans le cadre d'investissement dans une PME en phase d'amorçage ;
- Il existe un risque d'absence de liquidité de l'investissement réalisé par les actionnaires dans LORETTE Productions. Par ailleurs du fait de son activité la Société est exposée à un risque d'illiquidité des investissements qu'elle réalise, notamment imputable à la difficulté d'évaluer de façon précise le potentiel des projets de films ;
- En outre, pèsent sur la Société des risques inhérents au secteur de la production cinématographique. En effet, la Société s'expose aux risques de dépassements des coûts de production prévisionnels des œuvres ou encore de dépassement des limites de délais, voire de non livraison ou de non exploitation des films. Elle s'expose également à des risques d'insuccès commerciaux des films ou encore de piratage. Enfin, une modification de la politique publique de soutien au secteur peut avoir un impact significatif et défavorable sur l'économie du secteur ;
- Un risque de dépassement du plafond des aides d'Etat pèse sur la Société. La Société n'étant pas producteur délégué, la seule aide qu'elle pourrait recevoir serait les sommes versées au titre du fonds de soutien. Le fait générateur de cette aide étant le réinvestissement, la Société ne bénéficiera des sommes reçues au titre du fonds de soutien qu'au moment de son réinvestissement dans des films. La Société veillera, dans le cas où elle réinvestit le fonds de soutien, à respecter les règles en matière de cumul des aides d'Etat liées à des investissements ;
- De plus, le bénéfice de la réduction d'ISF est conditionné au respect par la Société des dispositions de la Loi (article 885 O V bis du CGI) et de l'Instruction fiscale qui l'a commentée (Inst. 7 S-3-08 du 11 avril 2008). L'objet de la Société est bien conforme à la Loi et à l'Instruction fiscale, ce qui est confortée par une opinion fiscale du cabinet d'avocats FIDAL figurant au paragraphe 24 du Prospectus. Cela dit, la présente opération n'est pas subordonnée à un régime d'agrément délivré par l'administration fiscale. L'investisseur ne bénéficie donc d'aucune garantie formelle de validation préalable par l'administration de cet investissement au dispositif de réduction d'ISF ;
- Il existe en outre un risque lié à la non réalisation de l'offre au public de titres dans la mesure où les versements effectués par la totalité des souscripteurs seraient ou deviendraient inférieurs à trois cent mille euros (300.000 €), prime d'émission comprise, la Société considérant l'opération non viable, renoncera à l'émission.

La description complète des facteurs de risques figure à la section 6 du présent prospectus.

#### 5 POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DE LA SOCIÉTÉ

La politique d'investissement de la Société repose sur le schéma suivant :

- La Société est une société de production cinématographique enregistrée auprès du Centre National de la Cinématographie (CNC).
- La Société a vocation à financer des projets de films au stade de leur développement, de leur tournage ou de leur post-production, jusqu'à la délivrance du visa d'exploitation par le CNC (cf. section 5.3 «Le rôle du CNC» du présent prospectus).
- La Société investira dans des projets de coproduction de films de cinéma long métrage qui auront été sélectionnés par les principaux distributeurs du secteur tels que Studio 37, Pathé ou autres qui les exploiteront dès lors que les films auront été livrés. La décision d'investir sera prise par le Conseil d'Administration de la Société.
- La Société ne sera jamais producteur délégué de films c'est-à-dire qu'elle ne sera pas garante de la bonne fin des films et de leur livraison aux différents partenaires (distributeurs en salles, chaînes de télévision, éditeurs vidéo, etc), néanmoins elle possède une part du négatif du film et est intéressée aux recettes issues de l'exploitation.
- La Société investira, suite à l'exercice de la totalité des BSA, au minimum dans six projets cinématographiques.

Dans le cas où la totalité des BSA n'aurait pas été exercée mais que les versements effectués par la totalité des souscripteurs seraient au moins égal à trois cent mille euros (300.000 €), prime d'émission comprise ; ce montant de 300.000 euros (minimum exigé pour rendre l'opération viable) permettra à la Société d'investir au moins dans deux [2] projets cinématographiques.

- Elle entrera en coproduction sur des projets initiés par elle ou par d'autres producteurs indépendants.
- La Société aura une activité accessoire d'exploitation de droits sur des films qu'elle n'aura pas nécessairement coproduit.

#### 6 RESTITUTION DE L'INVESTISSEMENT

Conformément à la législation fiscale, il n'y a aucun engagement de la société d'assurer la liquidité des investissements réalisés par les Investisseurs.

La Société ne procédera à aucune distribution de dividendes dans un horizon de 5 à 7 ans. Il n'est donc pas prévu de verser aux investisseurs de dividendes pendant la durée de leur souscription au capital de la Société, c'est-à-dire cinq ans minimum.

Toutefois, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Société envisage de soumettre au vote des actionnaires la réduction de son capital à la suite de la cession de tout ou partie des catalogues de films qu'elle détient. Chaque actionnaire se verra ainsi restituer un montant de la réduction de capital égal au pourcentage de sa participation dans la Société.

Cette réduction de capital sera réalisée sur la base de l'actif net réévalué c'est-à-dire sur la base d'une valeur de marché. Cette réduction de capital interviendra au terme du premier cycle d'exploitation commerciale des films produits par la Société à horizon de 5 à 7 ans.

La réduction de capital permettra à la société ISF Cinéma 2009 (société holding, créée en 2009, dont le capital a été souscrit majoritairement par des investisseurs soumis à l'Impôt de Solidarité sur la Fortune) de se voir restituer tout ou partie de son investissement et de reverser à ses actionnaires tout ou partie du montant qu'ils ont eux mêmes investi dans la société ISF Cinéma 2009.

Afin de respecter les engagements pris par la société ISF Cinéma 2009 dans le prospectus visé sous le n° 09-119 en date du 30 avril 2009 par l'AMF et dans la mesure où la Société disposera d'une trésorerie suffisante, à compter de 2015, la Société envisage de soumettre au vote de l'ensemble de ses actionnaires réunis en assemblée générale extraordinaire une première réduction de son capital.

L'ensemble des actionnaires pourra participer au vote des résolutions relatives à cette réduction étant précisé que le quorum de l'assemblée générale extraordinaire est d'un quart sur première convocation et d'un cinquième sur seconde et que l'assemblée générale statue à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.

Sauf cas particulier, il sera recommandé :

- ▶ aux actionnaires, soumis à l'ISF et ayant souscrit au capital de la Société en 2010, de voter favorablement à ces résolutions mais de ne pas participer à la réduction de capital et de conserver leurs actions jusqu'au 31 décembre 2015 afin de garantir leur avantage fiscal ;
- ▶ aux actionnaires ayant souscrit au capital de la Société en 2009 de voter favorablement à ces résolutions et s'ils le souhaitent d'y participer, afin de se voir restituer un montant de la réduction de capital égal au pourcentage de leur participation dans la Société.

ISF Cinéma 2009 entend voter favorablement et participer à toute réduction de capital qui sera proposée par la Société à compter de 2015.

## 7 CONFLITS D'INTÉRÊTS

**Les conflits d'intérêts identifiés par la Société sont de deux ordres :**

- Certains dirigeants de la société LORETTE Productions sont également dirigeants et actionnaires de la société ISF Cinéma 2009 ;
- Certains dirigeants de la société LORETTE Productions ont des activités de production dans d'autres sociétés de production de films.

Les conflits d'intérêts qui sont détaillés à la section 15 du Prospectus visé par l'AMF et qui seraient susceptibles d'apparaître entre les devoirs à l'égard de la Société, de l'une des personnes citées aux paragraphes 14.1 et 14.2 du prospectus, et leurs intérêts privés et/ou d'autres devoirs, seront gérés en conformité avec les dispositions décrites ci-après :

- Les actionnaires fondateurs, à savoir Messieurs Dominique Boutonnat, Arnaud Bertrand, Maximilien Bayle, Hubert Caillard, Christophe Bichot et les sociétés ISF Cinéma 2009 et Fantasy Holding, n'entendent pas racheter, directement ou indirectement, tout ou partie des actifs ou des titres de la Société. Les actifs ou titres de la Société seront cédés ou rachetés par des tiers, coproducteurs, distributeurs ou filiales cinéma des chaînes de télévision ;
- La Société ne procédera pas à des investissements dans des projets de films dans lesquels les actionnaires fondateurs cités ci-dessus pourraient avoir un intérêt direct ou indirect ;
- La valeur des titres ou actifs de la Société seront déterminés, lors de leur cession, à un prix de marché ;
- La Société s'engage à proposer dans les actions à mener la nomination d'un administrateur indépendant selon les critères définis par le code AFEP-MEDEF.

En outre, il n'existe pas de conflits d'intérêts entre la Société et les sociétés CHAOCORP et JOUROR Productions, filiales d'ISF Cinéma 2009.



## 8 DILUTION ET RÉPARTITION DU CAPITAL

Dans l'hypothèse où l'intégralité des 2.500.000 bons de souscription d'actions émis par la Société seraient souscrits et exercés, l'actionnariat actuel de la Société représentera moins de 21,76 % de l'actionnariat total.

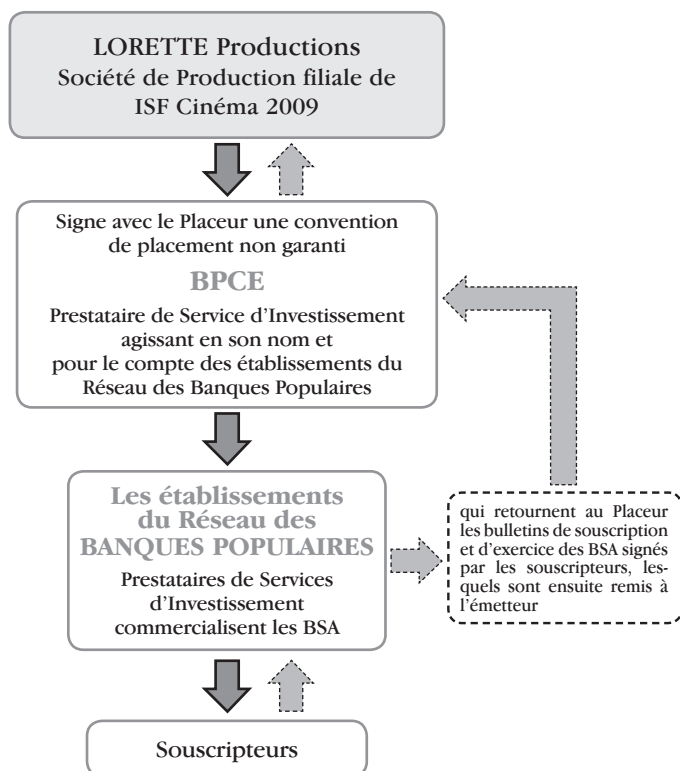
Le capital social serait alors porté à 3.195.355 euros divisé en 3.195.355 actions d'une valeur nominale de 1 euro. La dilution maximum résultant de l'exercice des 2.500.000 bons de souscription d'actions serait la suivante :

Actionnaires	Nombre d'actions détenues à la date du présent Prospectus	Pourcentage du capital social et des droits de vote à la date du présent Prospectus, avant l'exercice des BSA	Nombre d'actions créées par l'exercice des BSA	Pourcentage du capital social et des droits de vote après l'exercice des BSA
ISF CINÉMA 2009	695.349	99,99%	-	21,76%
M. Dominique BOUTONNAT *	1	non significatif	-	non significatif
M. Maximilien BAYLE *	1	non significatif	-	non significatif
M. Arnaud BERTRAND *	1	non significatif	-	non significatif
M. Hubert CAILLARD *	1	non significatif	-	non significatif
M. Christophe BICHOT	1	non significatif	-	non significatif
FANTASY HOLDING * Représentée par M. Alexandre Faraut	1	non significatif	-	non significatif
Autres	-	-	2.500.000	78,23%
<b>TOTAL</b>	<b>695.355</b>	<b>100%</b>	<b>2.500.000</b>	<b>100%</b>

\* les actionnaires dont le nom est suivi de ce sigle \* sont également actionnaires fondateurs de la société ISF Cinéma 2009.

## 9 MODALITÉS PRATIQUES

La commercialisation des valeurs mobilières de la société LORETTE PRODUCTIONS est assurée selon le schéma suivant : les valeurs mobilières sont placées et distribuées auprès du public par le Réseau Banques Populaires, dont BPCE est l'organe central unique, auprès de sa clientèle directe selon le schéma de commercialisation suivant :



L'offre se déroulera de manière suivante :

- LORETTE Productions a émis 2.500.000 bons de souscription d'actions gratuits ; la souscription desdits BSA étant subordonnée à l'obtention du visa par l'AMF du prospectus d'information.
- L'investisseur doit exercer les bons de souscription d'actions qu'il détient au plus tard le 3 juin 2010, et envoyer au Placeur, en plus d'un chèque équivalent au montant de son investissement, un bulletin de souscription et un bulletin d'exercice qu'elle ou l'un de ses partenaires lui aura fourni au préalable. L'investisseur doit annexer à cet envoi un récépissé du présent prospectus, un justificatif de domicile, et une copie de pièce d'identité. Le chèque sera conservé par le Placeur jusqu'à l'agrément du souscripteur par le conseil d'administration de la Société.
- L'exercice de chaque bon de souscription d'actions permet de souscrire à une action ordinaire de la Société au prix de 1,05 euros, avec une prime d'émission de 0,05 euro. Cette prime d'émission de 0,05 euro est destinée à couvrir les frais de placement.
- La souscription des actions pourra être réalisée jusqu'au 3 juin 2010, c'est-à-dire que les bons de souscription d'actions devront être souscrits et exercés au plus tard le 3 juin 2010.
- En cas de souscription supérieure à l'offre, les investisseurs seront servis en fonction de l'ordre chronologique d'arrivée du bulletin d'exercice des BSA auprès du Placeur, selon la règle du «premier arrivé, premier servi».

- Sur la base des recommandations du Placeur et après examen de la situation du souscripteur par la Société, le conseil d'administration statuera sur l'agrément du souscripteur, selon la règle du «premier arrivé, premier servi», après s'être assuré au préalable que le souscripteur est effectivement assujéti à l'impôt de solidarité sur la fortune et que le montant minimum versé au titre de la souscription des actions par la totalité des souscripteurs est au moins égal à trois cent mille euros (300.000 €), prime d'émission comprise.
- Dans le cas où le montant versé par la totalité des souscripteurs serait inférieur à trois cent mille euros (300.000 €), prime d'émission comprise, la Société considérant l'opération non viable, renoncera à l'émission et refusera d'agréer les souscripteurs.
- De même, à l'issue du délai de rétractation, si le montant versé par la totalité des souscripteurs devenait inférieur à trois cent mille euros (300.000 €), prime d'émission comprise, la Société considérant l'opération non viable, renoncera à l'émission.
- Si le conseil d'administration de la Société agréé l'exercice des bons de souscription d'actions détenus par l'investisseur, la Société le notifie à l'investisseur par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courrier électronique adressé sous la condition que l'investisseur ait approuvé au préalable cette modalité de notification.
- Si l'investisseur n'exerce pas dans les 48 heures suivant la réception de la notification l'option qui lui est laissée de se rétracter en envoyant à l'attention de la Banque Privée 1818 une lettre recommandée avec accusé de réception par laquelle il déclare ne pas vouloir exercer les bons de souscription d'actions qu'il détient, la Société encaisse le chèque du souscripteur.
- La Société procédera à l'augmentation de capital corrélative après agrément des souscripteurs par le conseil d'administration et au plus tard le 9 juin 2010.
- A compter du 9 juin 2010, les BSA deviendront automatiquement caducs.
- A compter du 10 juin 2010 et au plus tard le 15 juin 2010, la Société adresse alors à l'investisseur le certificat fiscal qu'il devra joindre à sa déclaration d'Impôt de Solidarité sur la Fortune afin de bénéficier des dispositions de l'article 885-O V bis du Code Général des Impôts.
- En cas de non approbation de l'exercice des BSA par le titulaire de BSA et de la souscription des actions nouvelles auxquelles donnent droit les BSA, la Société notifiera ce refus par courrier recommandé avec avis de réception ou courrier électronique, au plus tard le 4 juin 2010, et la Banque Privée 1818 retournera le chèque émis par le souscripteur des BSA exclusivement par courrier recommandé avec avis de réception dans un délai de cinq [5] jours ouvrés et au plus tard le 7 juin 2010.

## 10 CALENDRIER

- Date du visa de l'Autorité des Marchés Financiers : **17 mars 2010**
- Date d'ouverture de la souscription : **18 mars 2010**
- Réception des Bulletins de Souscription de BSA : **à partir du 19 mars 2010 jusqu'au 3 juin 2010**
- Date limite de réception des Bulletins d'Exercice des BSA : **3 juin 2010**
- Dernière séance du conseil d'administration agréant l'exercice des BSA ou décidant l'annulation de l'opération dans l'hypothèse où le seuil minimum de viabilité ne serait pas atteint : **4 juin 2010**
- Notification de la décision d'agrément du conseil d'administration au souscripteur : **4 juin 2010**
- Délai de rétractation de 48 heures dont dispose le souscripteur pour renoncer à exercer ses BSA : **du 4 juin 2010 au 6 juin 2010**
- Réunion du conseil d'administration constatant la réalisation de l'augmentation du capital social ou décidant l'annulation de l'opération dans l'hypothèse où le seuil minimum de viabilité ne serait pas atteint : **9 juin 2010**
- Date limite de l'émission du certificat fiscal : **10 juin 2010**

La date de fin de souscription des BSA pourra être avancée, ou reportée, sous réserve que la Société reste en mesure de s'assurer que l'opération aura atteint le seuil minimum de viabilité le 4 juin 2010, par voie de communiqué mis en ligne sur le site internet de la Société et soumis à l'appréciation de l'AMF, sous réserve que cette modification ne soit pas substantielle.

